

EN REPONSE AU CHAOS* MONDIAL

Samir AMIN,
directeur du bureau
africain du Forum
du tiers monde, Dakar.

L'effondrement des piliers de l'ancien «ordre» mondial

Nous avons vécu près d'un demi-siècle après la deuxième guerre mondiale dans un système mondial stable, caractérisé par un développement puissant, bien qu'inégal à l'échelle planétaire. Cet ordre mondial reposait sur trois piliers, qui se sont effondrés tous les trois : le compromis capital-travail (dans le jargon économique, c'est la «régulation fordiste» pour ce qui est de l'Occident, le «développementalisme» ou idéologie du développement pour le tiers-monde, et le «soviétisme» pour l'Est. Ces trois piliers, bien que contradictoires, se complétaient d'une certaine manière, d'où la remarquable stabilité quoique dans une évolution permanente de ce dernier demi-siècle.

La régulation fordienne

Dans l'Occident développé, l'après deuxième guerre mondiale a été

Vers une polarisation à l'échelle mondiale

L'idéologie dominante de l'heure, c'est la mondialisation capitaliste et la régulation par le marché, acceptée politiquement par tous les pouvoirs, de droite ou de gauche, à l'Est, à l'Ouest et au Sud. Nous devons donc classer les situations des différents pays du monde en fonction d'un seul critère, le degré de compétitivité industrielle sur le marché mondial.

De ce point de vue, je dirais que les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et, assez loin derrière, les autres pays occidentaux d'Europe sont près d'atteindre une compétitivité raisonnable pour beaucoup de leurs industries. Un deuxième groupe est constitué des pays qui pourraient être compétitifs dans un délai raisonnable car ils ont la base industrielle pour le devenir, moyennant la mise en oeuvre de politiques appropriées: les pays de l'Est à des degrés divers, surtout la partie russe de

caractérisé par un ordre social relativement progressiste. Il venait assez tard dans l'histoire du capitalisme, mais après une très longue maturation au cours de laquelle la grande industrie traditionnelle, mécanique, pré-fordienne, s'était développée sur la base d'Etats nationaux bourgeois : les grands Etats d'Europe, les Etats-Unis et plus tardivement le Japon. Ceci avec une énorme soupape d'émigration - le peuplement des Amériques en est le résultat - qui a créé des conditions favorables aux luttes sociales, puisqu'elle a atténué la pression de l'offre du travail et a permis, par conséquent, un glissement de la démocratie, à l'origine très limitée, très bourgeoise, vers une démocratie plus large, vers les partis ouvriers socialistes, vers le suffrage universel. En même temps, la capital passait du stade concurrentiel au stade des oligopoles; et finalement, à partir des années '20 pour les Etats-Unis et à partir des années '50 pour l'Europe occidentale et le Japon, les conditions existaient pour une confrontation sociale pacifique : une classe ouvrière, fortement syndicalisée, produite par la nouvelle génération des industries, les industries fordienues ou tayloriennes, d'un côté; et de l'autre côté, un capital très fortement organisé autour des monopoles; le tout impliquant une négociation collective capital-tra-

l'ex-Union Soviétique, les grands pays d'Amérique latine (Brésil, Mexique, et même des pays malades comme l'Argentine ou le Chili), tous les pays de l'Est asiatique sauf le Vietnam (en premier lieu la Corée du Sud et Taïwan, mais aussi la Corée du Nord et la Chine, et au troisième rang la Thaïlande et la Malaisie). Cependant, s'ils sont compétitifs ou peuvent l'être dans un grand nombre d'industries d'exportation, il est impensable qu'un développement, même accéléré sur vingt ou trente ans, puisse absorber la réserve de force de travail qui existe encore, soit dans l'agriculture, soit dans ce qu'on appelle «l'informel», soit dans des activités à faible compétitivité. Car il y manquera la soupape qu'a représenté pour l'Europe l'émigration vers l'Amérique. Nous aurons donc un capitalisme sauvage, avec des risques certains de riposte dans des régions où se trouve la majorité absolue de la population mondiale.

Enfin, vous avez le reste, les pays dont aucun segment de la production industrielle ne peut être compétitif à l'échelle mondiale, sauf ceux qui sont basés sur les exportations traditionnelles des ressources naturelles, comme le pétrole ou quelques produits tropicaux; dans ce cas, la presque totalité de la population constitue une réserve, c'est le Quart-monde.

vail et l'intervention très active de l'Etat pour assurer la mise en oeuvre de ce compromis social. Avec deux conséquences essentielles et qui ont disparu en Occident - à mon avis - pour longtemps : la croissance des salaires parallèle à celle de la productivité, d'où une répartition du revenu à peu près inchangée pendant une cinquantaine d'année, et une situation de plein-emploi garantie par l'Etat. Voilà la nature de ce premier pilier, idéologisé par les politiques des partis socialistes et sociaux-démocrates, mais mis en oeuvre même par des gouvernements de droite. Il s'est effondré. Le chômage en est le signe (qui va d'ailleurs persister, je pense, pendant une bonne vingtaine d'années), ainsi qu'une stagnation relative des salaires et la tendance à une répartition plus inégale du revenu national qui fait contraste avec la période récente où les accords salariaux d'augmentation au rythme de la productivité donnaient des résultats très importants (régulièrement 1,5% par an sur trente ans...). Quelles sont les raisons de cet effondrement, qui se marque d'ailleurs sur le plan électoral par les défaites de la gauche? Selon la plupart des économistes progressistes occidentaux, la lutte des classes a finalement détruit la flexibilité du système en réduisant les gains de productivité possibles dans les industries fordienues; et d'autre

Dans ces conditions, je dis que le projet de mondialisation par le marché est une utopie. Pourquoi? Le capitalisme implique un marché intégré dans trois dimensions: marché des produits, marché du capital et marché du travail. En gros, c'est ce qui a correspondu à la mise en place historique des Etats-nations bourgeois développés: ainsi, en France, en Allemagne, aux Etats-Unis, il n'y a pas d'obstacle à la mobilité à l'échelle nationale. Mais à l'échelle mondiale, le capitalisme est fondé sur un marché tronqué, bi-dimensionnel si les capitaux et les marchandises circulent librement. Il n'y a pas de marché mondial du travail, et il n'y en aura pas, car un tel marché impliquerait un Etat mondial, la suppression des frontières politiques, ce qui n'est pas à l'ordre du jour.

Tel qu'il est pratiqué, le capitalisme doit engendrer normalement, naturellement, spontanément et inexorablement, la polarisation mondiale et il va continuer à le faire. Le chaos ne peut donc que grandir, parce que la tentative de mettre en oeuvre par tous les moyens le capitalisme mondial va nécessiter des interventions militaires de plus en plus denses. Ce qui se passe en ex-Yougoslavie est à cet égard typique: on a poussé (l'Allemagne et d'autres pays en Europe) à l'éclatement de ce pays et à la guerre, même si on ne le

part, les nouvelles technologies associées à l'informatique se développent dans des branches différentes de celles qui ont constitué naguère les industries principales, par exemple l'automobile avec le travail à la chaîne.

Pour ma part, je pense que cette explication, sans être erronée, est insuffisante, et, pour expliquer l'effondrement du système fordien et l'impossibilité de croire à sa renaissance dans le futur visible, je mets l'accent sur deux autres aspects. D'abord la mondialisation s'est considérablement approfondie au cours de ces cinquante dernières années, érodant progressivement les systèmes productifs nationaux et vidant de toute efficacité la gestion du système capitaliste par les compromis sociaux et l'intervention de l'Etat au niveau national. Ce qui me fait penser que rien ne changera, même si les élections modifient apparemment les choses, parce que l'Etat français comme les autres, comme l'Etat américain lui-même, est complètement impuissant face à cette mondialisation. Les deux espaces qui ont coïncidé pendant cinq siècles dans la formation et le développement du capitalisme, l'espace de la gestion économique et l'espace de la gestion politique, sont désormais écartelés : l'un se mondialise, l'autre reste national. C'est une contradiction tout à fait nouvel-

voulait pas. De telles situations vont se multiplier.

Pour sortir du chaos

Cela dit, dans quelle direction les forces progressives peuvent-elles mener les luttes idéologiques, politiques, sociales, pour que se cristallise progressivement - ça prendra du temps - une véritable alternative à ce chaos? Je mettrai l'accent à l'Est et au Sud, c'est-à-dire à la périphérie du système capitaliste mondial, sur une recomposition politique que j'appelle - faute de vocabulaire probablement - nationale, populaire et démocratique, issue de forces sociales refusant la «compradorisation»**, prenant conscience que l'interdépendance est un grand mot, mais creux, et que le passage par une construction nationale ou plurinationale, relativement auto-centrée même si elle est ouverte, est incontournable. Ce n'est pas construire le socialisme, mais c'est entrer en conflit avec la logique profonde, fondamentale, du capitalisme mondial réellement existant. Ce qui nous est proposé actuellement n'est pas un nouvel ordre, c'est un total désordre, un chaos ingérable, ce qui n'implique pas forcément qu'une alternative se dessine rapidement, parce qu'elle ne peut se dessiner qu'à travers des recompositions idéologiques et politiques, partout y compris en

le qui débouche sur la crise de l'Etat, la crise de la démocratie, la crise de la politique en Occident.

Le deuxième point sur lequel j'insiste, c'est le rôle que les dépenses militaires américaines ont joué dans le fonctionnement du compromis fordien à l'échelle du monde. Je suis de ceux - une toute petite minorité - qui considèrent que le capitalisme a une tendance permanente, profonde, à la surproduction, et que, par conséquent, la répartition du revenu est toujours trop défavorable aux classes populaires pour assurer le plein-emploi. Ce plein-emploi a été assuré très largement depuis la dernière guerre par le gigantisme des dépenses militaires américaines qui commandent, directement ou indirectement, le tiers du PIB américain. Ce niveau n'a été rattrapé par l'Union Soviétique que pendant une courte période, à l'époque de Brejnev, ce qui l'a d'ailleurs épuisée. Or, il est pratiquement impossible de concevoir la reconversion massive de cet énorme appareil de gaspillage sur une base de désarmement. Donc, l'une des caractéristiques du futur sera, en dépit du fait que la soi-disant guerre froide est terminée, le maintien des dépenses militaires.

Le «développementalisme»

Le deuxième pilier, que j'appelle le projet de Bandung (du nom de la

Occident. Or, je ne vois pas du tout que nous soyons parvenus à un niveau où la conscience politique, sociale, idéologique, est à la hauteur du défi. Si on regarde les directions dans lesquelles vont à court terme les opinions, c'est plutôt, en Europe occidentale, vers de faux problèmes comme celui de l'émigration, et, dans le Sud et à l'Est, vers des glissements nationalistes, chauvins, ethnistes, fondamentalistes... c'est tout ce qui existe actuellement comme réponse au chaos.

Il faut envisager une très longue transition contradictoire, qui emprunte beaucoup de choses au capitalisme dans ses méthodes d'organisation du travail et des rapports sociaux, dans ses méthodes de gestion, mais qui soit aussi porteuse de transformations sociales progressives. Il est évident qu'il faut envisager des regroupements régionaux, non seulement en termes de coopération économique, mais débouchant sur une vision politique commune. Les regroupements Nord / Sud, comme CEE/ACP, ou Etats-Unis/Amérique latine, ou Japon / Asie du Sud-Est, ne sont évidemment pas conçus dans cet esprit. Il faut transgresser les frontières nationales, vraies ou factices, pour aller vers une déconnexion relative à l'échelle de grands ensembles (Amérique latine, Monde arabe,

conférence afro-asiatique de 1955), c'est le projet des bourgeoisies nationales du tiers-monde, reposant sur une idéologie de l'industrialisation, de la modernisation, de la reproduction des formes d'organisation analogues à celles de l'Occident développé, autrement dit le projet «développementaliste». Il est capitaliste, même s'il s'est appelé socialiste dans certains cas, et c'est un projet d'indépendance dans l'interdépendance, pas du tout un projet de déconnexion ou de sortie du système mondial. Il s'est lui aussi déployé avec succès dans les années '55 à '75, pour s'essouffler et s'effondrer sous le coup de la contre-offensive occidentale que j'appelle «re-compradorisation»** (recolonisation étant un mot trop fort), une «re-subalternisation» du tiers-monde à travers, entre autres, les politiques d'ajustement unilatéral du Sud aux exigences de l'expansion du capitalisme mondial. L'érosion du deuxième pilier révèle simplement le caractère utopique - à mon avis - d'un projet national bourgeois à notre époque, qu'on l'appelle socialiste, libéral ou néo-colonialiste.

Le «soviétisme»

Les pays socialistes avaient effectivement déconnecté, ils avaient mis en place un certain nombre de critères de rationalité des choix écono-

Europe, Afrique, Asie du Sud-Est...) avec une connexion souple entre ces grands ensembles eux-mêmes. Tel est le monde dont nous aurons besoin.

La réponse au défi: la déconnexion incontournable

Le concept de déconnexion est un principe directeur proposé pour une stratégie de libération et de progrès dans une perspective socialiste. Ce principe dérive logiquement de la critique du capitalisme réellement existant. Il constitue une condition incontournable de la réponse que la polarisation imminente à l'expansion mondiale du capitalisme impose aux classes populaires victimes de cette expansion dans les différentes régions du monde. La déconnexion est donc un élément constituant nécessaire dans toute stratégie socialiste considérée dans la perspective mondiale d'une transition longue.

Le capitalisme, envisagé abstraitement comme mode de production, est fondé sur un marché intégré dans ses trois dimensions (marché des produits du travail social, marché des capitaux, marché du travail). Mais si le capitalisme, considéré comme système mondial réellement existant, est fondé sur l'expansion mondiale du marché dans ses deux dimensions seulement, la constitution d'un véritable

miques et sociaux indépendants de ceux qui gouvernent le système capitaliste mondial. Il s'agissait d'une révolution avec une dimension socialiste certaine, au moins dans les intentions, mais qui était aussi confrontée au problème du développement des forces productives, donc dès le départ à l'option suivante : rattraper, par tous les moyens et à n'importe quel prix (ce qui amène fatalement à donner la priorité à la reproduction de modes d'organisation analogues à ceux du capitalisme), ou faire autre chose (une société sans classe, etc.). Très rapidement pour ce qui est de l'Union Soviétique, après Mao pour ce qui est de la Chine, c'est le premier objectif qui l'a emporté, d'où l'accélération du mouvement qui a conduit à la situation actuelle en Europe de l'Est - qui n'est, à mon avis, ni une révolution démocratique, ni une contre-révolution anti-socialiste, mais une accélération de la tendance profonde et ancienne de ce système. Et la bourgeoisie, demain en Russie comme ailleurs, ce sera évidemment l'ancienne «nomenklatura», c'est-à-dire le produit social de ce projet dit socialiste. Enfin, la bipolarité militaire Etats-Unis/Union Soviétique a joué un grand rôle : elle a servi de toit protecteur pour les trois modèles de développement dont je viens de parler. Sans cela, il y aurait eu en Occident, comme après la première

marché mondial du travail étant exclue par la persistance des frontières politiques d'Etat, en dépit de la mondialisation économique, toujours tronquée de ce fait. Pour cette raison, le capitalisme réellement existant est nécessairement polarisant à l'échelle mondiale et le développement inégal qu'il fonde devient la contradiction grandissante la plus violente qui ne peut être surmontée dans le cadre de la logique du capitalisme. Ce fait impose la vision d'une transition de longue durée au socialisme mondial. Car, si le capitalisme a créé les bases d'une économie et d'une société planétaires, il est incapable de mener jusqu'à son terme la logique de la mondialisation. Le socialisme, conçu comme un stade qualitativement supérieur de l'humanité, ne peut être, de ce fait, qu'universel. Mais sa construction passe par une très longue transition historique dans laquelle s'impose une stratégie de négation contradictoire de la mondialisation capitaliste.

Dans son principe général, la déconnexion impose de distinguer la loi de la valeur de la forme spécifique que représente la loi de la valeur mondialisée. Le capitalisme mondial n'est pas gouverné par la loi de la valeur tout court (celle qui fonde le mode de production capitaliste envisagé dans sa plus grande abstraction); il est gouverné par

guerre mondiale, un chaos avec des tentatives révolutionnaires et des menaces fascistes. En fait, on a vu la sociale-démocratie et un développement pacifique à l'Ouest; on a vu l'Union Soviétique et la Chine briser leur isolement politique et idéologique par une alliance avec le mouvement de libération nationale du tiers-monde; et on a vu se développer et évoluer le soviétisme.

Ces trois piliers s'étant effondrés, et le toit avec, nous ne sommes pas dans un nouvel ordre, nous sommes dans le chaos. Ce qui explique d'ailleurs le désarroi et la dépolitisation actuels, car les trois grands mythes qui dominaient l'après deuxième guerre mondiale n'existent plus, personne n'y croit plus.

Samir Amin

la loi de la valeur mondialisée (la forme de la loi de la valeur qui procède du marché mondial bi-dimensionnel). La loi de la valeur tout court impliquerait que les rémunérations du travail soient, partout à travers le monde, égales à la productivité égale, tandis que les prix des marchandises et les rémunérations du capital tendent à s'égaliser à l'échelle mondiale. La polarisation est le produit de cette situation. La stratégie de la longue transition au socialisme mondial implique donc une déconnexion du système des critères de la rationalité des choix économiques par rapport au système des critères dérivés de la soumission à la loi de la valeur mondialisée.

Dans sa traduction en termes de stratégie politique et sociale, ce principe général signifie que la longue transition constitue un passage obligé, incontournable, par la construction d'une société nationale populaire, associée à celle d'une économie nationale autocentrée. Cette construction est contradictoire dans tous ses aspects: elle associe des critères, institutions, modes d'opération de nature capitaliste à des aspirations et des réformes sociales en conflit avec la logique du capitalisme mondial; elle associe une certaine ouverture extérieure (contrôlée autant que possible) et la protection des exigences des transformations sociales progres-

sistes en conflit avec les intérêts capitalistes dominants. Les bourgeoisies, par leur nature historique, inscrivent leurs visions et aspirations dans la perspective du capitalisme mondial réellement existant et, bon gré mal gré, soumettent leurs stratégies aux contraintes de l'expansion mondiale du capitalisme. C'est pourquoi elles ne peuvent pas envisager la déconnexion. Celle-ci, par contre, s'impose aux classes populaires dès lors qu'elles tentent d'utiliser le pouvoir politique pour transformer leurs conditions et se libérer des conséquences inhumaines qui leur sont faites par l'expansion mondiale polarisante du capitalisme.

Depuis trois quarts de siècle, la question de la déconnexion est posée pratiquement par toutes les grandes révolutions populaires contre le capitalisme réellement existant: dans les révolutions russe et chinoise dites socialistes comme dans les mouvements de libération des peuples du tiers-monde. Cela étant, les réponses historiques qui ont été données à cette question, en rapport étroit avec celles qui ont été données à tous les autres aspects de la problématique du développement des forces productives, de la libération nationale, du progrès social, de la démocratisation de la société, doivent faire l'objet d'une lecture critique permanente, tirant les leçons de leurs succès et de leurs échecs. En même temps, et parce que le capitalisme se transforme, évolue et s'adapte en permanence aux défis que représentent pour lui les révoltes des peuples, les termes et conditions dans lesquels se posent la question de la déconnexion comme toutes les autres signalées ici sont eux-mêmes l'objet d'une évolution permanente. La déconnexion ne saurait donc jamais être réduite à des formules toutes prêtes valables pour toutes les situations et tous les moments de l'évolution historique. Elle doit elle-même être repensée en fonction des leçons de l'histoire et de l'évolution de la mondialisation capitaliste.

Pour un autre développement

La longue vague de libération nationale qui a balayé le tiers-monde dans l'après seconde guerre mondiale s'est soldée par la constitution de nouveaux pouvoirs d'Etat assis principalement sur les bourgeoisies nationales qui ont contrôlé, à des degrés divers, les mouvements de libération nationale. Ces bourgeoisies ont produit des projets de «développement» - une véritable idéologie du développement - conçus comme des stratégies de modernisation visant à assurer «l'indépendance dans l'interdépendance mondiale». Ces stratégies n'envisageaient donc pas de déconnexion au sens véritable du principe, mais seulement une adaptation active au système

mondial, un choix qui, avec d'autres, exprime bien la nature bourgeoise nationale des projets en question. L'histoire devait démontrer le caractère utopique du projet, qui, après s'être déployé avec succès en apparence entre 1955 et 1975, s'est essoufflé conduisant à la recompradorisation des économies et des sociétés de la périphérie, imposée par le moyen des politiques dites «d'ouverture», de privatisation et d'ajustement structurel unilatéral aux contraintes de la mondialisation capitaliste.

Par contre, les expériences dites du socialisme réellement existant en URSS et en Chine avaient effectivement déconnecté au sens que nous donnons au principe et, dans cet esprit, construit un système de critères de choix économiques indépendants de celui imposé par la logique de l'expansion capitaliste mondiale. Ce choix, comme d'autres qui l'accompagnaient, traduit l'origine socialiste des intentions des forces politiques et sociales à l'origine des révolutions en question. Cependant, confrontées au choix entre l'objectif de «rattraper à tout prix» par un développement des forces productives commandant l'adoption de systèmes d'organisation à l'image de ceux mis en place dans les centres capitalistes et celui de «construire une autre société» (socialiste), les sociétés soviétique et chinoise ont progressivement donné la priorité au premier terme de l'alternative, au point de vider le second de tout contenu réel. Cette évolution, elle-même le produit de la dynamique sociale, s'accompagnait de la formation progressive d'une nouvelle bourgeoisie. L'histoire a démontré le caractère utopique de ce projet prétendu socialiste, en réalité de la construction d'un «capitalisme (d'Etat) sans capitalistes», la nouvelle bourgeoisie aspirant à un statut «normal», analogue à celui qu'elle a dans le monde capitaliste. En même temps, et très logiquement, la nouvelle bourgeoisie a mis un terme à la déconnexion. Le problème du retard historique des pays en question n'en est pas réglé pour autant: tout au contraire, le rétablissement d'un capitalisme normal intégré au système mondial conduit directement à la «repériphérisation» des sociétés en question.

L'érosion et la faillite des projets du «développementalisme» des pays du tiers-monde et du soviétisme (le soi-disant socialisme réel) jointes à l'approfondissement de la mondialisation capitaliste dans les centres dominants de l'Occident ont ouvert le champ au discours unilatéral dominant, proposant l'inscription dans la mondialisation capitaliste comme un choix sans alternatives. Il s'agit là d'une utopie réactionnaire puisque la soumission aux impératifs de l'expansion du marché mondial toujours bi-dimensionnel ne permet pas de dépasser la mondialisation polarisante. La

déconnexion reste donc la réponse incontournable au défi de la nouvelle étape de mondialisation capitaliste polarisante.

Des stratégies développementalistes polycentrées

Nous sommes néanmoins entrés dans une phase nouvelle de la mondialisation capitaliste et, de ce fait, la polarisation se manifeste dans des formes et à travers des mécanismes nouveaux. De la révolution industrielle au milieu de notre siècle la polarisation se manifestait dans le contraste pays industrialisés/pays non industrialisés. L'industrialisation des périphéries, bien que fort inégale, transfère le conflit à des plans nouveaux: le contrôle de la technologie, des finances, des ressources naturelles de la planète, des communications, des armements. Faut-il, de ce fait, renoncer à la construction d'une économie autocentrée pour lui substituer la création prioritaire de segments hautement efficaces, capables d'emblée d'être compétitifs sur le marché mondial, comme la nouvelle expression de



la vieille théorie de la modernisation le propose? Faire ce choix c'est perpétuer le contraste entre ces segments modernisés, captant toutes les ressources locales, et des réserves inabsorbables maintenues dans la pauvreté. Au contraire, nous disons qu'un développement digne de ce nom exige une transformation profonde et diffuse, permettant à la révolution agricole de se frayer son chemin, à un réseau dense de petites industries et de villes secondaires de remplir des fonctions irremplaçables dans le soutien de la progression générale de la société. Cela implique le déconnexion. Bien entendu, le choix entre ces deux stratégies dépend d'abord de l'issue des luttes locales; l'option de progrès implique le succès d'alliances nationales, populaires et

démocratiques capables de sortir des ornières de la "compradorisation".

Simultanément, la perspective à long terme de l'universalisme planétaire, qui impose celle de la compétitivité à cette échelle, ne saurait être perdue de vue. La préparer exige une certaine ouverture extérieure - l'importation sévèrement choisie de technologies, encore que celles-ci doivent être contrôlées autant que possible pour être mises au service du progrès général et ne pas lui faire obstacle. L'évolution globale impose ici la construction de grands ensembles régionaux, particulièrement dans les espaces périphériques (l'Amérique latine, les mondes arabe et africain, l'Asie du Sud-Est l'espace de l'ex-URSS), mais aussi ailleurs (comme en Europe) et la mise en place préférentielle et prioritaire, dans ces cadres, des moyens de préparer la modernisation à l'échelle mondiale et d'en transformer la nature, la libérant progressivement des critères étroits du capitalisme. Cette construction exige, à son tour, qu'on dépasse les limites étroites des arrangements strictement économiques pour amorcer la construction de communautés politiques confédérales, fondement d'un monde pluricentrique. Bien entendu, la déconnexion à cette échelle implique l'articulation négociée des relations entre les grandes régions considérées, tant au plan des échanges et de la détermination de leurs termes, du contrôle et de l'utilisation des ressources, qu'à celui des finances (en substituant au système monétaire du FMI, désormais caduc, des systèmes régionaux articulés entre eux), et de la sécurité politique et militaire. Elle imposerait donc une reconstruction du système politique international, se libérant des hégémonies pour s'engager dans la voie du pluricentrisme.

Les formulations de la déconnexion doivent désormais être repensées dans les perspectives dessinées ci-dessus.

*Chaos. 1) Au sens figuré: toute sorte de confusion. Littré. *Dictionnaire de la langue française*. 2) Théorie du chaos. «Une lecture de l'évolution de l'humanité ne serait-elle pas possible à l'aune des théories du chaos? C'est le défi grandiose proposé par Ervin Laszlo dans son livre *La cohérence du réel*. L'auteur décrit trois grands types de bifurcations qu'a connus l'histoire: les bifurcations «de type T» causées par une innovation technologique (la révolution industrielle), les bifurcations conflictuelles ou «de type C» (Révolution française ou russe); enfin les bifurcations économiques et sociales, «de type E» (instabilité financière). Aucun de ces grands tournants de l'histoire ne fut *a priori* prévisible et donc maîtrisable.» In: *Sciences Humaines*, N° 16, avril 1992.

**«Compradorisation». Du mot *comprador*. A l'origine, désigne l'indigène par l'intermédiaire duquel se faisait obligatoirement le commerce entre les compagnies coloniales et les populations des colonies. In: *Larousse* en trois volumes.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

Amin, Samir. La déconnexion. Pour sortir du système mondial. Editions La Découverte, Paris, 1986.

Amin, Samir. La faillite du développement en Afrique et dans le tiers-monde. Une analyse politique. Editions de L'Harmattan, Paris, 1989.

Amin, Samir. L'empire du chaos : la nouvelle mondialisation capitaliste. Editions l'Harmattan, Paris, 1991.

Amin, Samir. Capitalisme et système-monde. Sociologie et sociétés, Vol. XXIV, N° 2, automne 1992, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, pp. 181-202.

Crise de la théorie du développement. *Le Monde diplomatique*, février 1989, p. 28.

Repenser le développement. Dossier *Sciences Humaines*, N° 23, décembre 1992, pp. 16-36.

Un entretien avec Samir Amin. *Le Monde*, 26 mai 1992, p.1.

Voir aussi:

ONU. Déclaration sur le droit au développement (1986).

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Rapport mondial sur le développement humain, 1992.

UNESCO. Priorité Afrique. Programme d'action proposé par de Directeur général (1990-1995), CA/1. Juin 1989.